

Marxisme et Dogmatisme

Réponse à la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique

Sous le titre « Communisme de gauche ou dogmatisme ? », le n° 9 (Septembre 1937) du « Bulletin des Communistes Internationalistes de Belgique », publié un article en réponse à la Résolution de la C.E. de notre fraction (publiée dans n° 42 de « Bilan ») sur la scission intervenue dans la dite Ligue.

Faute d'arguments, la Ligue a recouru aux déclarations ronflantes. Nous allons prouver que la véhémence du langage est la non pour donner vigueur à des idées pouvant exprimer les intérêts du prolétariat, mais pour épater le lecteur et l'éloigner de la portée de la critique que nous avions faite des positions de la Ligue.

Tout au début de l'article nous lisons : « Il s'agit de l'examen de la résolution de la C.E. de notre

Passage du Document de base de la Ligue (Décembre 1931)

« De ce qui précède il résulte que tant que le capitalisme subsistera il pourra avoir recours, selon les besoins du moment, à l'emploi soit de l'une, soit de l'autre forme de dictature. D'une façon absolue il n'existe aucune limite au-delà de laquelle le recours à la méthode démocratique devient impossible. De même qu'une coalition réformiste-bourgeoise — coalition formelle ou tacite — peut servir d'introduction à un régime de dictature ouverte, une période de gouvernement fasciste peut préparer les voies qui rendent nécessaire à la bourgeoisie un essai de reconstitution de formes plus démocratiques de gouvernement. Tout cela dépend des rapports de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat et non dans la moindre mesure de la capacité et de l'influence de son avant-garde : le parti communiste révolutionnaire. »

Nous avions écrit que la Ligue avait renié ses positions antérieures. Notre affirmation est-elle vraie ou fautive ? En 1931 l'on dit « il n'existe aucune limite au-delà de laquelle le recours à la méthode démocratique devient impossible ». En 1937 « toute extension du régime de démocratie, sous le capitalisme est une impossibilité ». Oui ou non, pour mettre en rapport les deux textes, ne faut-il pas substituer à celui de 1931, un autre ainsi conçu : « Il résulte que tant que le capitalisme subsiste, il ne pourra avoir recours qu'unique-

ment au fascisme, etc. » ? Il faut donc renverser de 180 degrés la pensée de 1931.

Nous avons repris un passage du document de base de la Ligue et l'avons fait suivre d'un extrait de la Résolution qui fut votée à la conférence du 20 février 1937. Nous reproduisons les deux passages et y ajouterons un autre de la même résolution. Le lecteur jugera nos méthodes de discussion à clouer à l'épave et des méthodes de confusion employées par la Ligue.

Extraits de la Résolution de la Ligue du 20 février 1937

Venant après la victoire du fascisme dans une série de pays, elle corrobore l'observation déjà faite que toute extension d'un régime politique de démocratie, sous le capitalisme, est une impossibilité, et, qu'en fait l'humanité se trouve devant le dilemme : ou bien continuer à subir le capitalisme, mais alors sous sa forme la plus brutale mais aussi la plus adéquate, l'état de tension extrême des antagonismes sociaux : le fascisme, ou bien s'engager dans la voie du socialisme, grâce à la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. »

« Là où le fascisme est apparu comme la dernière planche de salut pour le capitalisme, l'antifascisme ne peut pas être un but en soi mais uniquement un moyen. En Espagne, la lutte conséquente contre Franco pose le problème de la destruction du capitalisme. »

Mais il en a toujours été ainsi : ceux qui renient leurs anciennes positions ne supportent aucunement qu'on leur rappelle, quand l'heure de l'appliquer est arrivée, l'engagement qu'ils avaient pris envers la classe ouvrière.

Mais poursuivons. Du texte de 1931 nous avons déduit que la Ligue envisageait l'hypothèse d'une transmission pacifique du pouvoir de la part des fascistes à une nouvelle équipe démocratique, déduction qui est parfaitement

légitime : il suffit de relire le texte ci-dessus. Et voilà la Ligue indignée : « croc en jambe », « idée introduite en fraude », « nous la Ligue, N.D.R.) serions des libéraux ou des pacifistes mais non des communistes si nous le faisons » (si elle admettait cette hypothèse, N.D.R.). Mais non ! cette indignation n'a aucun sens. Dans notre fraction il y a un camarade qui pense que c'est l'hypothèse de la transmission pacifique, qui se vérifiait au cours des événements d'Italie, et nous ne le considérons pas comme un libéral : il occupe même les postes dirigeants dans l'organisation. Mais pourquoi, ce camarade qui croit en cette hypothèse n'est-il pas un libéral, et pourquoi la Ligue qui exclue cette hypothèse est-elle devenue une organisation libérale et bourgeoise dans les événements d'Espagne ? C'est parce qu'il y ait transmission pacifique des démocrates aux fascistes (Italie, Allemagne) ou des fascistes aux démocrates (la Ligue a tort de s'énervier car l'expérience a connu cela en 1931, lors de la chute de Primo de Rivera et d'Alphonse XIII), ou que cette transmission soit accompagnée de soubresauts sociaux, dans la fraction nous sommes unanimes à considérer que le rôle du prolétariat consiste à lutter contre le capitalisme et à transformer en guerre civile toute guerre dirigée par le capitalisme, alors que dans la Ligue on est — après la scission de février — unanime à penser qu'au cas d'une transmission violente de la démocratie au fascisme, le devoir du prolétariat consiste à prendre la tête de la croisade antifasciste, de la guerre antifasciste bien qu'elle soit dirigée par le capitalisme. Les divergences ne résident pas dans les questions d'hypothèses, mais toujours dans la politique à appliquer. Et d'ailleurs à quoi rime toute l'indignation de la Ligue ? Nous avons parlé d'une transmission pacifique des fascistes aux démocrates (car celle des démocrates aux fascistes s'était déjà faite pacifiquement en Allemagne notamment), mais en Espagne s'agit de cela ? Étaient-ce les fascistes et non un gouvernement soutenu par le Front Populaire qui était au pouvoir en juin 1936 ? Tout le vacarme de mots de la Ligue n'est-il pas là pour que le lecteur ne considère pas le reniement manifeste des positions de 1931 ?

Et voyons maintenant la substance de la position de 1937 de la Ligue sur le dilemme « démocratie-fascisme ». Nous avons dit que substituer au dilemme « capitalisme-socialisme », l'autre dilemme « fascisme-socialisme » conduit à « l'altération profonde et définitive de la théorie de classe ». Lors de la discussion orale

avec la Ligue, nous avons mis en évidence l'impossibilité d'établir un dilemme sur la base de termes qui ne sont pas de la même nature. Le dilemme n'est alors qu'une abstraction intellectuelle et non une expression de la réalité. **Capitalisme-socialisme, c'est l'opposition de deux types opposés de société. Fascisme-socialisme, c'est l'opposition entre une forme de gouvernement de la bourgeoisie et un type d'organisation sociale.** Dans le premier cas nous avons deux classes en opposition, dans le second, nous avons une classe qui s'oppose à un gouvernement de la classe adverse. Et les conséquences sont — mais oui et que la Ligue ne s'en émeuve point — une « altération profonde de la théorie de la lutte des classes ». Pour preuve, la position de la Ligue en face des événements d'Espagne. Cette position est la suivante : le capitalisme s'identifiant avec Franco, c'est avec ce dernier que le prolétariat doit régler son compte. La guerre qui en résulte est une guerre prolétarienne, même si elle est dirigée par les forces démocratiques du capitalisme, car tout ce qui s'oppose au fascisme ne peut être que du socialisme et le rôle actif des formations démocratiques est neutralisé, en partie ou en totalité, par le cours du développement qui anéantit toute possibilité démocratique et se déroule sous le signe du synonyme capitalisme-fascisme. Du renversement des positions de 1931, au travers du nouveau dilemme fascisme-socialisme, résulte donc l'adhésion de la Ligue à la guerre « antifasciste ».

Il est connu que la Ligue base toute sa politique sur l'inévitable universalisation du fascisme. Même si elle avait raison sur cette hypothèse, il n'en resterait pas moins vrai qu'au point de vue politique, elle a bel et bien abandonné les positions de classe du prolétariat pour se laisser emporter par celles du capitalisme, dès lors qu'elle appuie une guerre dirigée par un Etat capitaliste. Pour prouver que son hypothèse est confirmée par les événements, la Ligue met en évidence l'involution de la « démocratie » dans les pays non-fascistes et affirme que le consentement de l'ouvrier à cette métamorphose n'enlève rien au fait que la démocratie se transforme jusqu'au point de ne plus exister dans aucun pays. Notons en passant que cette affirmation cadre mal avec l'autre que les ouvriers doivent prendre les armes pour défendre cette démocratie, et bornons-nous à relever que pour la Ligue, le consentement de l'ouvrier, en régime capitaliste, n'est jamais possible, car « le libre arbitre n'existe que dans la mesure où l'ouvrier est capable de choisir effectivement la voie opposée à celle du